

Un blanc(-seing) cassis, svp!

PIERRE BÜHLER
THÉOLOGIEN



En déplacement en Afrique australe, notre ministre des Affaires étrangères a choisi d'aller visiter les installations de Mopani Copper Mines, une mine de cuivre exploitée en Zambie par la grande multinationale Glencore, qui a son siège à Zoug.

Dans un tweet, il s'est dit impressionné par les efforts de modernisation et de formation de l'entreprise, tandis que celle-ci, sur son site internet, exprimait sa grande joie d'accueillir le conseiller fédéral. Et à voir les photos, on a l'impression d'une rencontre décontractée, fort plaisante.

Quelle habile manière, vite fait, bien fait, de redorer le blason d'une multinationale qui, depuis de nombreuses années, figure en tête des entreprises qui violent régulièrement les droits humains et menacent l'environnement. En 2008, Glencore a reçu le «Public Eye

Award» de la multinationale «la plus irresponsable» de Suisse.

Et la mine de Mopani est tout particulièrement pointée du doigt. Tout récemment encore, des enfants habitant à proximité ont dû être hospitalisés

d'urgence pour de graves problèmes respiratoires, liés aux émanations de la mine. M. Cassis est-il allé les visiter? A-t-il pris le temps de rencontrer la population aux alentours? S'est-il entretenu avec les employés sur leurs conditions de travail?

Dans le livre du prophète Daniel, il nous est raconté comment le roi Belshassar découvre son jugement, inscrit sur le mur par une main mystérieuse: «Pesé et trouvé trop léger.» Il ne revient pas à un conseiller fédéral de participer à des actions de blanchiment médiatique, procurant un blanc-seing là où les œuvres d'entraide ont fait des expertises poussées, soigneusement documentées.

Cela montre une fois de plus combien il est urgent que soient fixées des règles contraignantes pour les multinationales ayant leur siège en Suisse, leur imposant le respect des droits humains et de l'environnement. C'est ce qu'exige l'initiative pour des multinationales responsables, dont le Conseil fédéral ne veut pas et sur laquelle le parlement temporise. Il serait grand temps que le peuple puisse se prononcer.